

Taxes et Optimisation Fiscale

- [Taxes Payables en Roumanie](#)
- [Les Paradis Fiscaux](#)
- [Loi Européenne et Optimisation Fiscale](#)
- [Foreign Account Tax Compliance Act \(FATCA\)](#)
- [Exemple Pratique : Optimisation Fiscale](#)
- [Exemple Pratique : Salarié ou SRL](#)

Taxes Payables en Roumanie

Avertissement

Veillez noter que les informations fournies concernant les différents types de taxes payables par les entreprises et les personnes physiques en Roumanie peuvent ne pas être à jour, car les lois fiscales changent fréquemment, souvent tous les quelques mois.

Taxes Payables par une Entreprise en Roumanie

1. Impôt sur les Sociétés (Impozit pe Profit)

- Taux standard : 16 % sur le bénéfice imposable.
- Les micro-entreprises avec un chiffre d'affaires inférieur à 1 million d'euros peuvent être soumises à un impôt sur le revenu des micro-entreprises (impozit pe veniturile microîntreprinderilor).

2. Impôt sur le Revenu des Micro-Entreprises (Impozit pe Venit)

- Taux : 1 % si l'entreprise a au moins un employé, 3 % sinon.
- Applicable aux entreprises dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 1 million d'euros.

3. Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)

- Taux standard : 19 %.
- Taux réduits : 9 % (produits alimentaires, médicaments) et 5 % (livres, logements sociaux).
- Les entreprises doivent s'enregistrer à la TVA si leur chiffre d'affaires annuel dépasse 300 000 RON.

4. Contributions de Sécurité Sociale (Contribuții la Asigurările Sociale)

- Taux : Environ 21,25 % pour les employeurs sur le salaire brut de l'employé.
- Les contributions incluent les cotisations pour les pensions, l'assurance maladie et le chômage.

5. Impôt sur les Dividendes

- Taux : 5 % sur les dividendes distribués aux actionnaires.

6. Taxe Locale (Impozit pe Clădiri și Terenuri)

- Taxe sur la propriété : Variable selon la localisation et le type de propriété.
 - Taxe foncière : Variable selon la localisation et l'utilisation du terrain.
7. **Impôt sur les Véhicules (Impozit pe Mijloacele de Transport)**
 - Taux : Variable selon le type et la cylindrée du véhicule.
 8. **Taxe sur les Activités Spécifiques (Taxe speciale)**
 - Applicable à certaines industries comme les hôtels et restaurants.

Taxes Payables par une Personne Physique en Roumanie

1. **Impôt sur le Revenu (Impozit pe Venit)**
 - Taux : 10 % sur le revenu imposable (salaires, revenus d'activités indépendantes, revenus de location, etc.).
2. **Contributions de Sécurité Sociale (Contribuții la Asigurările Sociale)**
 - Contribution à la pension (CAS) : 25 % sur le revenu brut.
 - Contribution à l'assurance maladie (CASS) : 10 % sur le revenu brut.
3. **Impôt sur les Gains en Capital (Impozit pe Venituri din Capital)**
 - Taux : 10 % sur les gains réalisés à partir de la vente de biens immobiliers ou d'investissements.
4. **Impôt sur les Dividendes (Impozit pe Venituri din Dividende)**
 - Taux : 5 % sur les dividendes reçus.
5. **Impôt sur les Revenus Locatifs (Impozit pe Venituri din Cedarea Folosinței Bunurilor)**
 - Taux : 10 % sur les revenus nets de location après déduction d'une allocation standard de 40 %.
6. **Impôt sur les Donations et les Héritages (Impozit pe Venituri din Moșteniri și Donații)**
 - Généralement non imposable pour les héritages et donations entre proches, mais des taxes de succession peuvent s'appliquer pour les montants importants ou les héritages de personnes non apparentées.
7. **Taxe sur la Propriété (Impozit pe Clădiri și Terenuri)**
 - Taxe sur la propriété et le foncier : Variable selon la localisation et le type de propriété

Les Paradis Fiscaux

Un paradis fiscal est un pays ou une juridiction offrant des avantages fiscaux particulièrement favorables pour attirer des entreprises et des particuliers fortunés. Ces avantages comprennent des taux d'imposition très bas ou inexistants, un secret bancaire strict, et des lois favorables permettant d'éviter ou de minimiser les impôts sur les revenus, les gains en capital, les successions, et autres.

Les paradis fiscaux se caractérisent par plusieurs aspects distinctifs. Ils imposent des taux d'imposition très bas ou nuls sur certains types de revenus, comme les revenus des entreprises, les intérêts, les dividendes, les gains en capital, et parfois même les revenus personnels. De plus, ils offrent un haut niveau de confidentialité pour les transactions financières et les informations bancaires, protégeant ainsi l'identité des investisseurs et des titulaires de comptes. Cela permet souvent d'éviter la divulgation d'informations aux autorités fiscales des autres pays.

En outre, les paradis fiscaux ont des réglementations financières et commerciales moins strictes, facilitant la création et la gestion des entreprises offshore. Ils permettent également le libre mouvement des capitaux à l'intérieur et à l'extérieur du pays, sans restrictions ni contrôles de change. Pour attirer les investisseurs, ces juridictions offrent souvent un environnement politique et économique stable, avec des systèmes juridiques fiables et une infrastructure financière développée.

Parmi les paradis fiscaux les plus connus figurent les îles Caïmans, la Suisse, Monaco, Singapour, les Bahamas, et le Luxembourg. Chaque paradis fiscal a ses propres règles et avantages, ce qui en fait des destinations attractives pour différentes raisons fiscales et financières.

Les paradis fiscaux présentent des avantages et des controverses. D'un côté, ils attirent les investissements étrangers, stimulant ainsi l'économie locale, et offrent un niveau élevé de confidentialité pour les transactions financières. D'un autre côté, ils sont souvent critiqués pour faciliter l'évasion fiscale, permettant aux entreprises et aux individus d'éviter de payer des impôts dans leur pays d'origine. Le secret bancaire strict peut également être exploité pour des activités illégales comme le blanchiment d'argent. De plus, les paradis fiscaux peuvent contribuer à une répartition inégale de la charge fiscale, augmentant la pression fiscale sur les contribuables ordinaires dans les pays à forte imposition.

Loi Européenne et Optimisation Fiscale

La relation entre le droit de l'Union européenne (UE) et l'optimisation fiscale implique un équilibre entre les politiques fiscales nationales des États membres et les règles et directives de l'UE visant à assurer un marché intérieur équitable et compétitif. V

Harmonisation et Coordination Fiscales

L'UE n'a pas de compétence directe pour harmoniser entièrement les politiques fiscales des États membres, car la fiscalité directe relève principalement de la compétence nationale. Cependant, l'UE peut influencer les pratiques fiscales à travers des directives et des règlements qui visent à harmoniser certains aspects des systèmes fiscaux pour éviter les distorsions de marché et assurer une concurrence loyale.

Directives et Règlements : L'UE a adopté plusieurs directives et règlements pour harmoniser les règles fiscales et combattre les pratiques fiscales agressives. Par exemple, la directive anti-évasion fiscale (ATAD) impose des mesures pour lutter contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS), alignant les politiques fiscales des États membres avec les standards de l'OCDE.

Libre Circulation et Fiscalité

Le droit de l'UE repose sur quatre libertés fondamentales : la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes. Ces libertés ont un impact direct sur la fiscalité en limitant les pratiques fiscales nationales qui pourraient entraver le marché intérieur.

Non-Discrimination et Libertés Fondamentales : Les États membres doivent s'assurer que leurs politiques fiscales ne discriminent pas les entreprises et les individus en fonction de leur nationalité ou de leur lieu de résidence. Par exemple, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a souvent statué contre des pratiques fiscales discriminatoires, forçant les États membres à modifier leurs législations fiscales pour les aligner sur les principes du marché unique.

Planification Fiscale Agressive et Évasion Fiscale

La planification fiscale agressive et l'évasion fiscale sont des enjeux majeurs pour l'UE. Plusieurs grandes entreprises multinationales ont exploité les disparités entre les systèmes fiscaux des États membres pour minimiser leur charge fiscale globale, souvent à travers des schémas de transfert de bénéfices et des prix de transfert.

Initiatives et Politiques de l'UE : Pour contrer ces pratiques, l'UE a mis en place plusieurs initiatives, telles que la directive sur la coopération administrative (DAC), qui oblige les États membres à échanger automatiquement des informations sur les décisions fiscales anticipées (rulings) et les schémas de planification fiscale agressive. La directive sur les pratiques fiscales agressives (ATAD) impose également des mesures contre l'évasion fiscale, telles que des règles de limitation des intérêts, des mesures anti-abus et des règles de contrôle des sociétés étrangères.

Rôle de la CJUE

La CJUE joue un rôle crucial dans l'interprétation et l'application des règles fiscales de l'UE. Elle a rendu de nombreuses décisions qui ont clarifié les limites des pratiques fiscales nationales, s'assurant qu'elles ne violent pas les principes fondamentaux de l'UE.

Décisions Importantes : La CJUE a statué sur des cas impliquant des régimes fiscaux préférentiels, des discriminations fiscales et des pratiques fiscales incompatibles avec les libertés du marché intérieur. Ces décisions ont souvent conduit à des réformes législatives dans les États membres, renforçant l'harmonisation fiscale et la lutte contre l'évasion fiscale.

Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA)

Le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) est une législation américaine adoptée en 2010 visant à lutter contre l'évasion fiscale des citoyens et résidents américains possédant des comptes financiers à l'étranger. Cette loi impose aux institutions financières étrangères, ainsi qu'à certaines autres entités non financières, de déclarer les actifs financiers détenus par les contribuables américains ou par des entités où les contribuables américains détiennent une participation substantielle.

Les institutions financières étrangères, y compris les banques, les sociétés de gestion de fonds, les compagnies d'assurance et les autres entités financières, doivent identifier et déclarer les comptes détenus par des citoyens et résidents américains. Elles doivent fournir annuellement des informations détaillées à l'Internal Revenue Service (IRS) sur ces comptes. En outre, les citoyens et résidents américains, y compris ceux vivant à l'étranger, sont tenus de déclarer leurs comptes financiers étrangers si la valeur totale dépasse certains seuils. Ils doivent utiliser le formulaire 8938 pour déclarer ces actifs au moment de la déclaration fiscale annuelle.

Pour faciliter la mise en œuvre de FATCA, les États-Unis ont conclu des accords intergouvernementaux (IGA) avec de nombreux pays. Ces accords permettent l'échange automatique de renseignements financiers entre les administrations fiscales américaines et étrangères, réduisant ainsi le fardeau administratif pour les institutions financières.

Les institutions financières qui ne se conforment pas à FATCA sont soumises à une retenue à la source de 30 % sur certains paiements américains, y compris les intérêts, les dividendes, et les produits de la vente de titres américains. De plus, les contribuables américains qui ne déclarent pas correctement leurs comptes étrangers peuvent faire face à des pénalités sévères.

L'objectif principal de FATCA est de prévenir l'évasion fiscale en augmentant la transparence des comptes financiers détenus par les Américains à l'étranger. En obligeant les institutions financières étrangères à déclarer ces comptes, FATCA vise à dissuader les contribuables américains de cacher leurs actifs à l'étranger pour éviter de payer des impôts.

FATCA a eu un impact significatif sur les institutions financières du monde entier. Elles ont dû mettre en place des systèmes de conformité pour identifier et déclarer les comptes des contribuables américains, entraînant des coûts supplémentaires et des défis opérationnels. De nombreux pays ont également renforcé leur coopération fiscale internationale et signé des accords avec les États-Unis pour faciliter l'échange automatique de renseignements.

Exemple Pratique :

Optimisation Fiscale

Prenons l'exemple d'une multinationale européenne fictive appelée "EuroTech Inc." qui opère dans plusieurs pays européens et souhaite optimiser sa charge fiscale tout en respectant les lois fiscales locales et européennes. EuroTech Inc. utilise plusieurs stratégies d'optimisation fiscale légales pour réduire son fardeau fiscal global et améliorer les rendements pour ses actionnaires.

Structuration de la Propriété Intellectuelle

EuroTech Inc. détient un portefeuille substantiel de propriété intellectuelle (PI) comprenant des brevets, des marques et des technologies exclusives. Pour optimiser les avantages fiscaux, la société transfère la propriété de ses actifs de PI à une filiale située en Irlande, un pays connu pour son régime fiscal favorable aux revenus de la propriété intellectuelle.

Supposons que les revenus annuels de la PI soient de 10 millions d'euros. En Irlande, ces revenus sont soumis à un taux d'imposition de 12,5 % au lieu du taux moyen européen de 25 %.

- **Impôt en Irlande** : $10\,000\,000\text{ €} * 12,5\% = 1\,250\,000\text{ €}$
- **Impôt dans un autre pays européen à 25 %** : $10\,000\,000\text{ €} * 25\% = 2\,500\,000\text{ €}$
- **Économie d'impôt** : $2\,500\,000\text{ €} - 1\,250\,000\text{ €} = 1\,250\,000\text{ €}$

Prix de Transfert

EuroTech Inc. utilise des stratégies de prix de transfert pour optimiser la répartition des bénéfices entre ses différentes filiales. Par exemple, la filiale irlandaise facture des redevances élevées aux filiales dans des pays à haut taux d'imposition pour l'utilisation de la propriété intellectuelle.

Supposons que la filiale irlandaise facture 5 millions d'euros en redevances à une filiale en Allemagne, où le taux d'imposition est de 30 %.

- **Réduction des bénéfices en Allemagne** : $5\,000\,000\text{ €} * 30\% = 1\,500\,000\text{ €}$
- **Impôt sur les redevances en Irlande** : $5\,000\,000\text{ €} * 12,5\% = 625\,000\text{ €}$
- **Économie d'impôt** : $1\,500\,000\text{ €} - 625\,000\text{ €} = 875\,000\text{ €}$

Financement Intra-Groupe

EuroTech Inc. utilise également des arrangements de financement intra-groupe pour optimiser ses charges d'intérêts déductibles. La société mère, située au Luxembourg, accorde des prêts à ses filiales dans des pays à haut taux d'imposition. Supposons que la société mère prête 10 millions d'euros à une filiale en France à un taux d'intérêt de 5 %.

- **Intérêts annuels payés par la filiale française** : $10\,000\,000\text{ €} * 5\% = 500\,000\text{ €}$
- **Impôt économisé en France (taux de 28 %)** : $500\,000\text{ €} * 28\% = 140\,000\text{ €}$
- **Impôt sur les intérêts au Luxembourg (hypothèse de taux effectif de 5 %)** : $500\,000\text{ €} * 5\% = 25\,000\text{ €}$
- **Économie d'impôt nette** : $140\,000\text{ €} - 25\,000\text{ €} = 115\,000\text{ €}$

Optimisation des Dividendes

Pour rapatrier les bénéfices vers la société mère tout en minimisant la double imposition, EuroTech Inc. utilise des conventions fiscales bilatérales et des directives de l'UE, telles que la directive mère-filiale de l'UE. Par exemple, si une filiale en France verse des dividendes à la société mère au Luxembourg, ces dividendes peuvent être exemptés de la retenue à la source en France et également bénéficier d'une exonération fiscale au Luxembourg.

Supposons que la filiale française verse 2 millions d'euros de dividendes.

- **Retenue à la source sans directive (taux hypothétique de 15 %)** : $2\,000\,000\text{ €} * 15\% = 300\,000\text{ €}$
- **Économie d'impôt grâce à la directive mère-filiale** : $300\,000\text{ €}$

Resultat Final

Grâce à ces stratégies d'optimisation fiscale légales, EuroTech Inc. peut réduire significativement sa charge fiscale globale.

- **Structuration de la Propriété Intellectuelle** : Économie de $1\,250\,000\text{ €}$
- **Prix de Transfert** : Économie de $875\,000\text{ €}$
- **Financement Intra-Groupe** : Économie de $115\,000\text{ €}$
- **Optimisation des Dividendes** : Économie de $300\,000\text{ €}$

En totalisant ces économies, EuroTech Inc. réduit sa charge fiscale globale de 2 540 000 €. En diminuant ses obligations fiscales, EuroTech Inc. améliore les rendements pour ses actionnaires, tout en respectant les lois fiscales locales et européennes.

Exemple Pratique : Salarié ou SRL

Un employé en Roumanie, nommé Andrei, gagne un salaire net de 15 000 lei par mois. Il envisage de quitter son emploi actuel pour créer une société à responsabilité limitée (SRL) et fournir des services à son ancien employeur. Pour prendre une décision éclairée, Andrei doit comparer les revenus nets après impôts et les avantages de chaque option.

Option 1 : Rester Salarié

Salaires et Contributions Actuelles

Salaire Net Mensuel : 15 000 lei

Salaire Brut Mensuel Estimé : Pour obtenir un salaire net de 15 000 lei, le salaire brut doit être environ de 24 000 lei, en tenant compte des impôts et des contributions sociales.

Contributions Sociales et Impôts (2024)

- **Impôt sur le Revenu** (10 % du brut ajusté) : 2 400 lei
- **CAS** (25 %) : 6 000 lei
- **CASS** (10 %) : 2 400 lei

Option 2 : Créer une SRL et Fournir des Services

Revenus et Coûts de l'Entreprise

Andrei crée une SRL et facture ses services à son ancien employeur pour un montant brut de 24 000 lei par mois.

Chiffre d'Affaires Mensuel : 24 000 lei

Dépenses d'Entreprise et Impôts

- **Impôt sur les Sociétés** : 16 % sur les profits
- **Dividendes** : 8 % sur les dividendes distribués
- **Dépenses de l'Entreprise** (estimées) : 4 000 lei (comptabilité, équipements, autres frais)

Revenu Avant Impôts : 24 000 lei - 4 000 lei = 20 000 lei

Impôt sur les Sociétés : 20 000 lei * 16 % = 3 200 lei

Profit Net Avant Distribution : 20 000 lei - 3 200 lei = 16 800 lei

Dividendes Disponibles : 16 800 lei * 92 % = 15 456 lei (après impôt sur les dividendes)

Comparaison des Options

Option 1 : Salarié

- **Salaires Net Mensuel** : 15 000 lei
- **Avantages** : Sécurité de l'emploi, cotisations de retraite et santé intégralement couvertes, congés payés.

Option 2 : SRL

- **Revenu Net Mensuel** : 15 456 lei (environ 15 500 lei)
- **Avantages** : Flexibilité, indépendance, possibilités de déductions fiscales sur les dépenses professionnelles.
- **Inconvénients** : Incertitudes sur la continuité des contrats, besoin de gérer les obligations comptables et administratives, absence de congés payés et de certaines protections sociales directes.

Repetons les calculs pour un salaire net mensuel de 40 000 lei.

Option 2 : Créer une SRL et Fournir des Services

Revenus et Coûts de l'Entreprise

Andrei crée une SRL et facture ses services à son ancien employeur pour un montant brut de 67 000 lei par mois.

Chiffre d'Affaires Mensuel : 67 000 lei

Dépenses d'Entreprise et Impôts

Supposons que les dépenses de l'entreprise restent à 4 000 lei par mois.

- **Dépenses de l'Entreprise** : 4 000 lei

Revenu Avant Impôts : $67\,000 \text{ lei} - 4\,000 \text{ lei} = 63\,000 \text{ lei}$

Impôt sur les Sociétés : $63\,000 \text{ lei} * 16\% = 10\,080 \text{ lei}$

Profit Net Avant Distribution : $63\,000 \text{ lei} - 10\,080 \text{ lei} = 52\,920 \text{ lei}$

Dividendes Disponibles : $52\,920 \text{ lei} * 92\% = 48\,686,40 \text{ lei}$ (après impôt sur les dividendes)

Comparaison des Options

Option 1 : **Salaire Net Mensuel** : 40 000 lei

Option 2 : **Revenu Net Mensuel** : 48 686,40 lei (environ 48 700 lei)

Option 2 : Créer une SRL et Fournir des Services

Revenus et Coûts de l'Entreprise

Andrei crée une SRL et facture ses services à son ancien employeur pour un montant brut de 67 000 lei par mois.

Chiffre d'Affaires Mensuel : 67 000 lei

Dépenses d'Entreprise et Impôts

Supposons que les dépenses de l'entreprise restent à 4 000 lei par mois.

- **Dépenses de l'Entreprise** : 4 000 lei

Micro-Entreprise en Roumanie

Pour les micro-entreprises, les revenus jusqu'à 1 000 000 € par an sont imposés à un taux de 1 % des revenus si l'entreprise a au moins un salarié.

Revenu Micro-Entreprise Impôté : 67 000 lei

Salaire de Andrei : Andrei se paie un salaire brut minimal mensuel de 3 000 lei.

- **Impôt sur le Revenu** (10 % du brut ajusté) : 136 lei
- **CAS** (25 %) : 775 lei
- **CASS** (10 %) : 310 lei
- **CAM** (2.25 %) : 70 lei
- **Salaire Complet**: 3 300 lei - (310 + 775 + 136) = 2 079 lei

Impôt sur les Sociétés (Micro-Entreprise) : 67 000 lei * 1 % = 670 lei

Profit Net Avant Distribution : 67 000 lei - 4 000 lei - 670 lei - 3 370 lei (salaire complet) = 58 960 lei

Dividendes Disponibles : 58 960 lei * 92 % = 54 243,20 lei (après impôt sur les dividendes)

Revenu Total Net : 54 243,20 lei (dividendes) + 2 079 lei (salaire net) = 56 322,20 lei

Comparaison des Options

Option 1 : **Salaire Net Mensuel** : 40 000 lei

Option 2 : **Revenu Net Mensuel** (SRL Micro) : 56 322,20 lei

Avertissement

Les chiffres présentés ci-dessus peuvent ne pas être à jour car les règles fiscales changent très fréquemment en Roumanie. Ces exemples ne doivent pas être considérés comme des conseils fiscaux car il existe de nombreuses autres dispositions en place qui sont conçues pour décourager ou même interdire de telles pratiques. Ces calculs sont présentés uniquement à des fins éducatives et sont destinés à fournir une introduction très basique à l'optimisation fiscale. Ils ne doivent en aucun cas être mis en pratique tels quels.